

Nouvelles analyses des crises alimentaires en Afrique de l'Ouest

Pierre Janin

► **To cite this version:**

Pierre Janin. Nouvelles analyses des crises alimentaires en Afrique de l'Ouest. *Biotechnologie, Agronomie, Société et Environnement / Biotechnology, Agronomy, Society and Environment*, Presses Agronomiques de Gembloux, 2015, 19 (3), pp.290-300. <<http://www.pressesagro.be/ojs/index.php/base/article/view/1263>>. <ird-01197180>

HAL Id: ird-01197180

<http://hal.ird.fr/ird-01197180>

Submitted on 8 Oct 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Nouvelles analyses des crises alimentaires en Afrique de l'Ouest

Pierre Janin

UMR Développement et Sociétés. IEDES (Université Paris 1)/IRD. 49 bis, avenue de la Belle Gabrielle. FR-94736 Nogent-sur-Marne cedex (France). E-mail : pierre.janin@ird.fr

Reçu le 27 avril 2014, accepté le 1 avril 2015.

Cet article est issu d'une communication présentée lors du colloque : 1^{re} Conférence de Recherche Africaine sur l'Agriculture, l'Alimentation et la Nutrition, « AGRAR 2013 », 4-6 juin 2013, Yamoussoukro, Côte d'Ivoire.

La question des crises est un élément central de débat et un enjeu stratégique pour l'ensemble des protagonistes en Afrique de l'Ouest. Les crises alimentaires et nutritionnelles y possèdent une récurrence, une intensité et une variabilité fortes qui constituent des défis renouvelés. Leur définition, leur délimitation et leur gestion constituent aussi un champ professionnel structuré et ancien d'intervention. Différentes approches peuvent être mobilisées afin de rendre compte de la diversité et de la complexité des crises alimentaires et nutritionnelles. Certaines, davantage descriptives, énumèrent leurs causes et leurs manifestations tandis que d'autres insistent sur leur caractère construit, leurs dynamiques propres liées aux interactions entre phénomènes. Les différents acteurs institutionnels impliqués, nationaux comme internationaux, ont, jusqu'à présent, surtout favorisé l'amélioration progressive de systèmes experts apportant des réponses techniques de court terme. En parallèle, cette évolution a conduit à une harmonisation des cadres de pensée préjudiciable à la prise en compte de la diversité des questionnements et à l'intégration des acteurs non-institutionnels. Ce sont ces frontières et ces limites que cet article entend questionner afin de rappeler la dimension politique de la gestion des crises alimentaires (et de leur éventuelle résolution).

Mots-clés. Sécurité alimentaire, crise agricole, ressource alimentaire, organisations humanitaires, politique, risque, Afrique occidentale.

New analyses of food crises in West Africa. The issue of crisis is a central element of debate and a strategic challenge for all stakeholders in West Africa. Food and nutrition crises are recurrent in the region, with a level of intensity and high variability constituting renewed challenges. The definition, delimitation and management of these crises are provided by an established and structured professional field, which favors intervention. Different conceptual and contextual approaches can be mobilized to account for the diversity and complexity of food and nutrition crises. Some more descriptive approaches list the causes and manifestations of these crises, while others insist on the fact that they are created, and identify their dynamic as being linked to interactions between various phenomena. To date, most of the various institutional actors involved in addressing food and nutrition crises, both at national and international levels, have favored the gradual improvement of expert systems providing technical short-term responses. In parallel, this has led to a harmonization of these frameworks of thought, which has been detrimental to the consideration of the diversity of questions and the integration of non-institutional actors. These are the boundaries and limitations that this article aims to question, in order to reinvoke the political dimension of the management of food crises (and their eventual resolution).

Keywords. Food insecurity, agricultural crisis, food resources, humanitarian organizations, policy, risk, West Africa.

1. INTRODUCTION

Les crises alimentaires constituent un extraordinaire champ d'observation : en termes de réponses à l'adversité comme de représentations du risque. Loin d'être un simple phénomène appelant un traitement humanitaire d'urgence en Afrique subsaharienne, elles

constituent un enjeu central de développement au carrefour de la satisfaction des besoins, de la gestion durable des ressources comme de leur redistribution afin de tenir compte des mobilisations sociales croissantes.

Si de nombreux travaux ont été conduits, depuis un siècle, à leur sujet, la décennie écoulée s'en distingue par une augmentation substantielle, compte tenu de

leur répétition et de leur persistance, au Niger (Olivier de Sardan, 2008a), au Mali (Arditi et al., 2011), au Malawi (Dorward et al., 2004), en Éthiopie et en Somalie (Maxwell et al., 2012c). Sans doute est-ce aussi le résultat d'une médiatisation accrue et d'une politisation croissante ?

Si les crises alimentaires n'ont pas fondamentalement changé de nature, les manières de les aborder ont davantage évolué : leur caractère à la fois hérité et construit, intriqué et dynamique est davantage mis en avant (Janin, 2010a). La crise alimentaire de 2007-2008 a indéniablement accéléré ce changement de paradigme. Elle a contribué à renouveler les figures du risque (géopolitique et non plus seulement bio-climatique et socio-économique) (Janin, 2011a), à balayer certains prismes (revendications plus urbaines et ciblage moins rural). À la faveur de cette crise, les réflexions sur les divergences entre régulations marchandes et politiques, sur les antagonismes entre acteurs aux intérêts, aux logiques et aux pratiques propres se sont multipliées (McMichael, 2009 ; Holt Gimenez et al., 2011), tandis que l'on s'interrogeait sur les meilleures stratégies visant à limiter cette instabilité (Galtier, 2012). Confortée par les annonces alarmistes – en termes de demande croissante, compte tenu du fort croît démographique comme de variabilité de l'offre, du fait de contraintes climatiques renforcées – la question agricole a été remise au cœur des agendas à l'issue de cette crise, même si, là aussi, les scénarios restent multiples (productionnisme *versus* agrobiodiversité, spécialisation *versus* diversification, etc.).

Quant à la portée instrumentale des dispositifs de gestion des crises, elle n'est plus à démontrer. Force est de reconnaître leur perfectionnement croissant, en termes de diagnostic et de suivi des situations à risque, fût-ce au prix d'une technicisation coûteuse. Les efforts réalisés, depuis le début de la décennie 2000, pour les harmoniser – *via* la mise en place d'échelles de mesure d'intensité des crises et de *clusters* – semblent aller dans le sens d'une meilleure opérationnalité. Toutefois, leur élargissement progressif à de nouveaux « acteurs sociaux intermédiaires » complique grandement la coordination. Quels que soient les cas étudiés, le décalage entre volonté technocratique affichée, en termes de partage des connaissances ou de concertation, et réalité des décisions reste un sujet constant de préoccupation. Au-delà de son traitement technique, force est de reconnaître que toute crise est prisonnière de jeux d'acteurs, aux intérêts, aux logiques, souvent concurrentiels (Sahley et al., 2005 ; Janin, 2010b).

Ce texte entend d'abord rappeler les atouts et les limites des différentes approches d'analyse dans le domaine des crises alimentaires à l'échelle régionale et nationale. Puis, il s'efforce de montrer que le caractère fécond des améliorations apportées aux dispositifs

de leur gestion se heurte invariablement à la nature des rapports entre acteurs opérant au sein du système alimentaire. De ce fait, une plus large place devrait être faite à des analyses plus enracinées, mêlant économie morale de la redistribution et économie politique de la gestion du risque (Watts, 1983 ; Macrae et al., 1994 ; Bush, 1996) pour rendre compte des inégalités de ressource et de pouvoir.

2. DES CRISES ALIMENTAIRES COMPLEXES ET DURABLES PLUS DIFFICILES À APPRÉHENDER

La notion de « crise » fait l'objet d'un engouement particulier depuis les épisodes majeurs sahétiens des années 1970 et 1980. Ce phénomène est, certes, lié à l'amélioration continue des moyens d'information et de diffusion mais, plus encore, à la sensibilisation accrue des acteurs impliqués avec des effets ambivalents. Ainsi, l'inflation dans l'usage du terme « crise » contribue à banaliser ce phénomène au risque de renforcer à la fois l'indifférence des donateurs. De ce fait, la notion de crise s'est affadie pour devenir synonyme de toute « phase de changement brutal ou accéléré ayant des effets déstabilisants » alors même qu'elle est, par essence, hors-norme (Lagadec, 2010). Presque toujours considérée comme un moment critique, au contenu paroxystique, toute crise est ambivalente (Parrochia, 2009) puisqu'elle génère, dans le même temps, des opportunités : aux commerçants-importateurs de denrées de base, aux agriculteurs ayant des surplus céréaliers à vendre, aux promoteurs d'innovations thérapeutiques, aux gouvernants décidés à « ne pas perdre la main » (Janin, 2008). Elle constitue donc un moment clé pour évaluer, sans complaisance, la fonctionnalité des dispositifs de gestion des crises, le niveau d'acceptabilité sociétale du risque comme les contributions politiques de chaque type d'acteur (pour ne pas dire « responsabilité »). Au-delà, toute crise repose aussi la question essentielle des choix stratégiques en matière de politiques de développement (Zoundi, 2012).

La dimension historique des crises alimentaires dans les régions sahélo-soudaniennes d'Afrique est bien établie et reconnue (Gado, 1993 ; Chastanet, 2008), même si leurs causes, leurs manifestations et leur intensité peuvent différer fortement (Mourey, 2004). Peu de points communs, par exemple, entre :

- certaines crises, dites « traditionnelles », présentées comme des « crises de disponibilités » (soudure alimentaire aggravée, disette rurale), souvent localisées et prévisibles, présentant un caractère relativement saisonnier ou cyclique, ayant façonné des modes de vie et organisé les mentalités collectives à l'aune d'une éthique de subsistance et

d'une économie morale de la redistribution (Fassin, 2009) ;

- et des crises alimentaires moins endogènes, liées à des chocs conjoncturels plutôt importés (hausse subite de prix ou accident climatique), marquées par des pertes d'accessibilité aux denrées de base, pouvant donner lieu à des mobilisations sociales parfois violentes, du fait d'un affaiblissement des filets de sécurité traditionnels et du caractère de moins en moins acceptable, pour les jeunes, des inégalités.

Que penser également des « crises tendanciennes », liées à une aggravation de la précarité et de la vulnérabilité des moyens d'existence, plus difficiles à percevoir et à analyser à moins d'enquêtes locales suivies (de type *Household Economy Approach*) ? Quant à la lecture nutritionnelle des crises, mise en exergue par l'épisode nigérien de 2005, elle privilégie une échelle individuelle de mesure dictée par l'urgence, parfois en décalage avec des informations agricoles, alors même que la malnutrition est l'expression ultime des dérèglements globaux, tant productif, marchand, sociétal, éducatif, sanitaire que politique (Elmekki, 1999¹) qui peuvent se recombinaisonner mais dont les conséquences restent encore difficiles à appréhender et à mesurer.

À ce redimensionnement des crises correspond aussi le renouvellement progressif des schémas causaux ou explicatifs. On est passé de considérations fonctionnalistes opérant une distinction hâtive entre l'origine « naturelle » (criquets, sécheresse, etc.) et « humaine » (guerre, épidémie) des crises alimentaires (Brun, 1975 ; FAO, 2004) à des explications insistant sur leur caractère pluridimensionnel (et multifactoriel climatique, agricole, économique, sociétal, politique), nécessitant, sans y parvenir encore, la mise en place de politiques intersectorielles (Alpha et al., 2013). Tous ces efforts classificatoires facilitent, sans aucun doute, la caractérisation des crises mais peinent à restituer leurs dynamiques internes en lien avec un ensemble de phénomènes endogènes comme exogènes (Burg, 2008 ; Maxwell et al., 2012b²) .

Au-delà de ces distinctions, force est toutefois de reconnaître que les sociétés et les territoires sahélo-soudaniens sont globalement touchés par

des « situations de (pré-)crise », caractérisées par certains « chocs », présentant une certaine fréquence et une certaine régularité (**Tableau 1**). Ainsi, les années déficitaires en milieu rural, marquées par des pénuries céréalières – de durée, d'intensité et d'étendue certes variables –, l'emportent généralement sur celles considérées comme « satisfaisantes ou excédentaires », même si les données statistiques restent souvent sujettes à caution. Parallèlement, en milieu urbain, une insécurité alimentaire chronique perdure, directement liée au caractère instable et aléatoire des revenus monétaires et à une précarité endémique. Les catégories urbaines perdent peu à peu des liens de complémentarités avec des segments de famille élargie en milieu rural, du fait de réciprocity contractuelles plus exigeantes et plus aléatoires ; elles restent donc très vulnérables à tout renchérissement brutal et important des prix alimentaires de détail.

Les échelles de temps et d'espace constituent des marqueurs stratégiques, même si leur multiplicité est souvent difficile à intégrer dans les diagnostics et les actions. Certaines zones peuvent être plus touchées alors que d'autres sont plutôt épargnées. Et certaines périodes sont plus critiques que d'autres (Howe, 2010). L'idée de répétition ou de persistance des crises fait parallèlement son chemin (Oxfam, 2010 ; Michiels et al., 2012), confortée par la pérennisation de certaines situations régionales (zone Niger-Tchad-Soudan, Corne de l'Afrique, cuvette congolaise), tandis que d'autres parlent de crises « prolongées » (FAO, 2010), « durables » (Pingali et al., 2005) ou « persistantes » (Øygard, 2005). Ces qualificatifs signent, certes, la fin heureuse d'un clivage artificiel (conjoncturel / structurel) mais illustrent aussi les difficultés pour les comprendre et pour les résoudre.

Une crise est bien le produit d'une histoire économique, sociétale et politique, faite d'incertitudes,

¹ Complexification croissante dont la définition réactualisée de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, enrichie par la notion d'environnement sanitaire et sociétal, rend bien compte.

² On peut, ainsi, mettre en avant la marchandisation croissante des ressources, la libéralisation des échanges, la dégradation des conditions de production, l'accroissement des inégalités, le maintien de vulnérabilités structurelles, l'affaiblissement des filets communautaires et les processus d'individuation.

Tableau 1. Chronologie des chocs naturels au Mali depuis 1960 — *Chronology of natural shocks in Mali since 1960.*

Type	Années
Sècheresses	1966, 1969, 1973-1974*, 1980, 1983-1985*, 1991, 2004, 2005*, 2006, 2009, 2010*, 2012
Inondations	1988, 1989, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2007, 2009*
Criquets	1991, 2004, 2005, 2012

Source : d'après Simonsson, 2005 et ACAPS, 2012 — *according to Simonsson, 2005 and ACAPS, 2012* ; Les événements majeurs sont marqués d'une astérisque — *The major events are mentioned with an asterisk.*

de ruptures et de bifurcations liées à des décisions, des blocages ou des « non-actions » (Braidotti, 2007). Dans cette perspective, on peut aller jusqu'à considérer une crise comme un « évènement » sans début précis, ni fin véritable, inscrite dans les trajectoires temporelles des systèmes en place.

Au cœur des crises de plus en plus complexes, se confrontent plusieurs registres narratifs, qu'il convient de garder en mémoire : certains plutôt basés sur les connaissances, les représentations de ceux qui y font face ; d'autres découlent des classifications et catégorisations, parfois réifiantes, propres à ceux qui les gèrent et les analysent. On peut ainsi distinguer des registres :

- « technocratique », comme énoncé expert scientifique faisant la part belle aux données chiffrées objectivées afin de hiérarchiser les priorités d'action (indicateurs quantitatifs, scores et ratios) ;
- « expressif », basé sur la médiatisation des figures de victimes et de leur ressenti afin de générer de la compassion émotionnelle (Dauvin, 2006) ;
- « politisé », par la place accordée à l'instrumentalisation des actions réelles ou supposées : soit pour les dénoncer, soit pour les justifier, afin d'asseoir certaines formes de légitimité (Janin, 2008) ou pour créer des « niches » de captation de financements ;
- enfin, « holiste » soucieux d'appréhender les processus dans leur complexité paradigmatique (interactions, ambivalence, etc.) pour améliorer le pilotage coordonné des différents sous-systèmes en matière de lutte.

Nous faisons donc nôtre l'idée qu'une crise alimentaire est à considérer comme l'expression des hésitations et des dysfonctionnements des régulations sociétales, marchandes et politiques, à des échelles moyennes de temps et d'espace, compte tenu des positions concurrentielles de groupes d'acteurs hétérogènes, aux capacités d'action inégales et aux intérêts différenciés, donnant lieu à différentes expressions du « manque » (objectivé comme ressenti).

3. DES GRILLES DOMINANTES D'ANALYSE PRIVILÉGIANT LES APPROCHES TECHNIQUES

Comment aborder des « crises alimentaires » aux origines, aux manifestations, aux dimensions différentes ? Y a-t-il des « crises traditionnelles » et des « crises nouvelles » (Vanhaute, 2011) ? Les crises agricoles sont-elles toujours liées à des pénuries céréalières ? Les crises alimentaires ont-elles, toutes, une dimension nutritionnelle explicite ? Autant d'interrogations que nous n'aborderons qu'à la marge,

cherchant surtout à mettre l'accent sur les grilles d'analyse mobilisées.

Dans ce domaine, de nombreuses approches existent avec leurs atouts, leurs exigences et leurs limites. Si l'on excepte les théories des famines qui les incarnent peu, la plupart sont à la fois « sectorielles » et « contextuelles ». Les premières juxtaposent – davantage qu'elles n'associent – les différents champs d'une crise : agricole, alimentaire, nutritionnel, sanitaire, démographique. Elles apportent peu de renseignements sur ce qu'il conviendrait de prioriser, ni sur les effets des actions menées en termes de transfert de risque d'un champ à l'autre. Quant aux secondes, elles se focalisent davantage sur quelques marqueurs (lieux, temporalités, échelles, acteurs) permettant de raconter la crise comme une histoire. Passant au crible une abondante littérature, deux approches occupent majoritairement le champ humanitaire actuellement.

L'analyse « fonctionnaliste » reste généralement très descriptive (**Figure 1**). La crise est, ici, considérée comme « l'avènement d'un évènement situé » (Durand-Dastès, 2001), doté d'une certaine linéarité, avec un avant, un pendant et un après. Le point d'entrée reste très dépendant de l'identification des causes et de leurs effets (Roshni, 2007), très souvent énumérés, sans nécessairement bien les relier. Parce qu'elle questionne peu le lien établi entre un choc et son impact (Pündrich et al., 2009), cette approche favorise les réponses ponctuelles et curatives visant à limiter l'intensité des dérèglements. Elle insiste aussi beaucoup sur la chronologie, les étapes, sans trop s'intéresser aux jeux d'échelles ni aux interactions, même si elle prend en compte la diversité des acteurs en présence à l'échelle régionale ou nationale. Cette grille, qui dépolitise la crise sous le vocable « catastrophe » (FAO, 2011), a souvent la faveur des intervenants humanitaires et des opérateurs de développement (*Disaster Risk Reduction Tools and Methods* à l'UNRISD, par exemple).

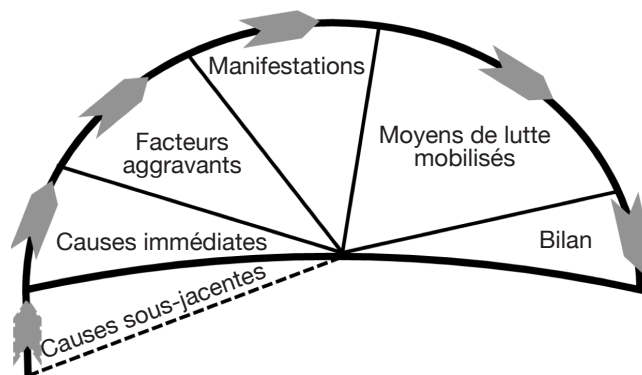


Figure 1. Approche « fonctionnaliste » — *Functionalist approach*.

L'analyse « dysfonctionnelle » (**Figure 2**), pour sa part, s'appuie fortement sur les acquis des travaux antérieurs de Sen (Drèze et al., 1990). Elle considère une crise alimentaire comme le résultat de processus convergents : l'accumulation de dysfonctionnements systémiques (dans les fonctions d'approvisionnement et de redistribution, par exemple) qu'aucun acteur public ou privé ne parvient à limiter est doublée d'une dégradation marquée de la capacité d'accès aux aliments des communautés et des individus (Watts, 1991 ; Fine, 1997 ; Hugon, 2000 ; Rubin, 2008 ; Rubin, 2009).

D'une manière générale, ce cadre d'analyse n'a pas réellement connu le succès escompté au cours des deux dernières décennies, parce qu'il engage directement la responsabilité sociale et politique des gouvernants. En revanche, de nombreuses ONG s'en inspirent pour assurer le suivi de leurs groupes bénéficiaires, *via* la caractérisation des moyens d'existence des ménages, à partir d'enquêtes locales rapides (de type HEA), insistant tour à tour sur les vulnérabilités (ligne de survie) et plus récemment sur les capacités (ligne de résilience), mais sans réellement intégrer les rapports de force internes comme externes.

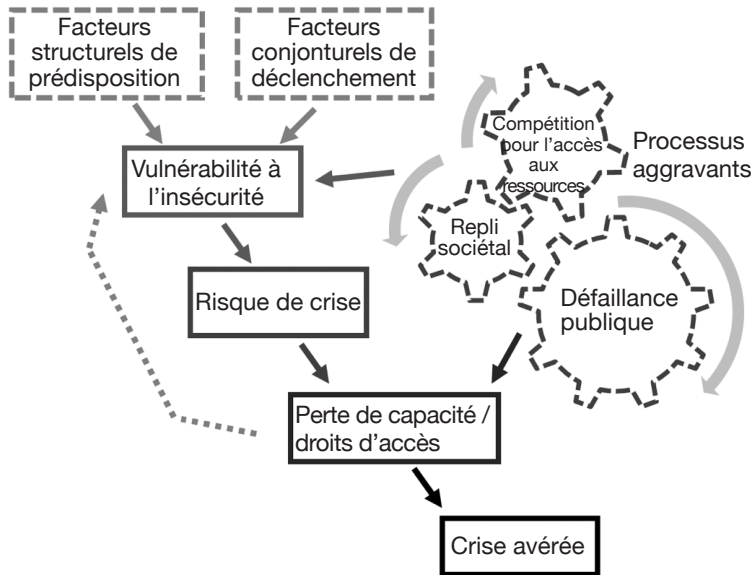


Figure 2. Approche « dysfonctionnelle » (d'après Drèze et al., 1990) — *Dysfunctional approach* (according to Drèze et al., 1990).

4. POUR UN NOUVEAU CADRE RÉFLEXIF « SENSIBLE AU POLITIQUE »

Les recherches conduites au Sénégal, au Mali et au Burkina Faso, à partir de la crise alimentaire sous-régionale de 2005 et de la crise alimentaire de 2008, ont montré combien le champ humanitaire était traversé par des rapports de force entre acteurs préjudiciables au traitement des situations d'urgence. Ces constats plaident pour un traitement moins technique de l'urgence, selon une démarche « actionnaliste » (**Figure 3**).

Celle-ci requiert à la fois une fine connaissance des enjeux, des rapports de force dans chaque système socio-spatial (Swinnen, 2011). Cette prise en compte de la complexité s'effectue à trois niveaux : par la mise à plat actualisée des dispositifs définissant un cadre pour l'action, par la prise en compte des logiques, des représentations et des intérêts des acteurs par l'analyse de leurs pratiques réelles (Janin, 2011b ; Brockhaus et al., 2012). Cette grille, qui fait la part belle au politique, est essentiellement l'apanage d'observateurs (chercheurs, journalistes) ou d'acteurs militants. Elle a notre préférence et constitue une base utile pour proposer un nouveau cadre générique (**Figure 4**) pour aborder les crises alimentaires, alors même que l'idée d'« agriculture sensible à la nutrition » fait, depuis peu, son chemin.

Ce cadre s'appuie d'abord sur les éléments constitutifs de la crise comme réalité effective, avec des « marqueurs du risque et du changement », réel ou estimé³ (« Chocs », « Processus » et « Logiques »). Il considère ensuite sa dynamique évolutive, fonction des interactions entre phénomènes, des prises de décision et de leurs scansions temporelles (avec des accélérations, des ralentissements

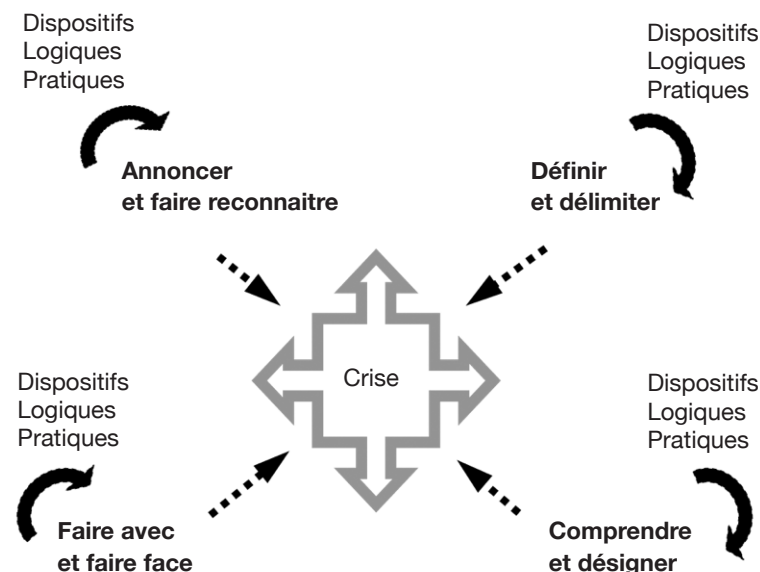


Figure 3. Approche « actionnaliste » — *Actionalist approach*.

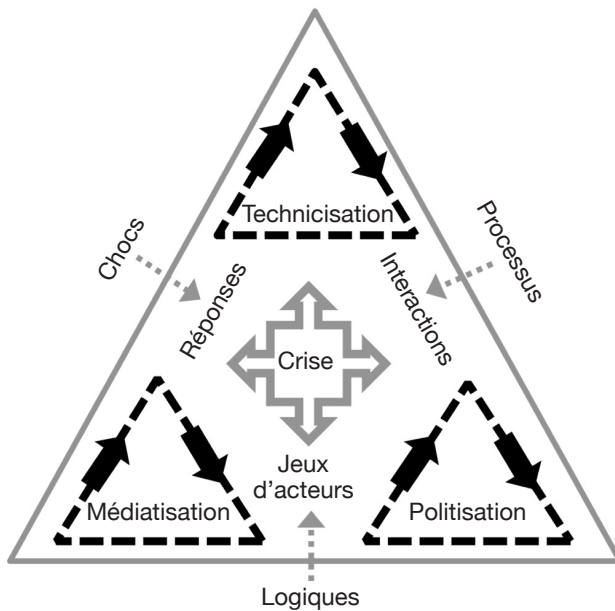


Figure 4. La crise comme construction dynamique — *The crisis as a dynamic process.*

et des stases) (« Réponses », « Interactions » et « Jeux d'acteurs »).

Mais ce qui va donner à chaque crise une spécificité et une intensité particulière, ce sont trois processus parallèles qui doivent, à notre avis, faire l'objet d'une considération particulière. La filiation avec les « registres d'expression » précités (1^{ère} partie) est évidente, mais il s'agit ici davantage de les aborder sous un angle politique :

- la « technicisation » se déploie à la fois comme discours et comme pratique hégémonique pour organiser les réponses en fonction de procédures instrumentales codifiées et d'objectifs technocratiques assignés ;
- la « politisation » découle fortement du premier puisqu'il conduit soit à infléchir les actions proposées en fonction d'intérêts propres (catégoriels ou particuliers) ne bénéficiant généralement pas à tous, soit à les instrumentaliser carrément afin de construire, de fortifier des légitimités ou d'accéder à de nouvelles ressources matérielles ou symboliques ;
- enfin, la « médiatisation » connaît une rapide expansion avec des effets ambivalents, parvenant parfois à renforcer les mobilisations par des transferts efficaces d'informations, mais conduisant aussi à faire accroire des rumeurs, à diffuser des approximations ou à renforcer les idées reçues.

5. DES DISPOSITIFS DE GESTION AMÉLIORÉS TOUJOURS DÉPENDANTS DE COMPROMIS POLITIQUES

En l'espace de deux décennies, les outils, les protocoles et les dispositifs régissant la gestion des crises alimentaires et nutritionnelles ont sensiblement évolué. Leur récurrence comme leur improbable résolution et anticipation expliquent, pour une large part, ce phénomène itératif. Quant aux exemples de réorganisation efficace (Mali, Niger), ils sont souvent postérieurs à des épisodes désastreux tout en restant fortement contingents, à moins d'un réexamen continu. D'une manière générale, les évolutions sont davantage marquées par les continuités que par les ruptures.

En matière de diagnostic et de suivi, par exemple, depuis 2008, les dispositifs nationaux et sous-régionaux (CILSS) ont progressé, intégrant certains indicateurs nutritionnels saisonniers. La lutte contre la malnutrition a fait son apparition dans les actions portées par l'Office humanitaire de la Communauté européenne (ECHO) et dans les programmes des ONG. Cette évolution traduit une volonté de mieux prendre en compte le caractère multidimensionnel des crises et l'imparfaite concordance entre crises de l'offre, crises d'accès et crises de régulation, dont les urgences nutritionnelles en constitueraient l'expression ultime et la moins sujette à caution (Michiels et al., 2007). Elle peut également être analysée comme l'expression de luttes institutionnelles (voire disciplinaires) entre tenants de l'amélioration du fonctionnement des marchés et de l'offre productive et promoteurs de la médicalisation du traitement de la faim (*via les Ready-to-use therapeutic foods*, par exemple).

En dépit de ces avancées notables, force est de reconnaître que le phénomène de décalage entre monitoring des situations à risque, transfert d'information et prise effective de décision est loin d'être résorbé. À chaque étape, du diagnostic préalable jusqu'au ciblage terminal, nombreux sont les écarts relevés, par les observateurs de terrain, entre les données agrégées et les situations réelles (Janin, 2011b). On note aussi que les indicateurs chiffrés, alors même qu'ils s'appuient sur des mesures objectivées, fournissent souvent des informations contradictoires sur la gravité de la crise, *a fortiori* lorsque l'on passe à l'échelle micro, même si l'exigence de consensus est martelée par les opérateurs (OXFAM, 2013). Ces approximations et ces généralisations, tantôt indicibles, tantôt patentes, peuvent découler d'un manque de moyens techniques. Ainsi, la couverture géographique des systèmes experts nationaux est encore lacunaire et

³ Indicateurs chiffrés ponctuels ou répétés, événements consacrant des ruptures brutales, éléments exprimant des dégradations tendancielle ou des prédispositions latentes, plus lentes à s'exprimer, à des interfaces critiques.

⁴ La Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest en est un bon exemple (CSAO-OCDE-CILSS, 2012).

parcellaire, même si elle a été élargie. En effet, avant la crise alimentaire de 2007-2008, le milieu urbain comme les zones rurales soudaniennes, dotées de bonnes potentialités agricoles et considérées comme peu sujettes aux crises, en étaient généralement exclues. Plus fondamentalement, certaines analyses mettent en avant le caractère fortement politisé de ces dispositifs : hésitations, marchandages et compromis entre gouvernants et bailleurs de fonds viennent parasiter la qualité de l'information transmise et, donc, parfois influencer les choix d'intervention (Enten, 2013).

Autre domaine dans lequel la production technocratique est forte depuis le début des années 2000 : les cadres stratégiques à visée opérationnelle⁴. Annoncés à grand renfort médiatique, mis en avant par leurs promoteurs, ils peinent souvent à se traduire dans les faits par des actions concrètes. À tel point que leur harmonisation progressive est désormais considérée comme une priorité. Ceci a, par exemple, conduit, depuis 2006, à la production d'échelles de classement des risques de crise (FAO, 2012), après une application pionnière en Somalie (<http://www.fsnau.org/ipc/ipc-map>). Elle remplace peu à peu les échelles hiérarchiques de l'*Institute of Development Studies* (Burg, 2008), du *Early Warning Working Group* (Howe et al., 2004). Seul le CILSS-AGHRMET semble encore résister à la déferlante par une approche plus agro-environnementale (Pini, 2006). En termes

de cadres d'analyse des crises et d'organisation des interventions, la tendance est également à la normalisation redondante, même si la distinction entre « développement » et « crise » se maintient (White et al., 2000 ; Pingali et al., 2005). La FAO met en avant sa « *Twin Track Approach* » quand le PAM différencie également programmes d'urgence et programmes de sécurisation des moyens d'existence (Darcy et al., 2003). Dans le même temps, de nombreux travaux montrent les limites d'un tel raisonnement. Et l'idée d'une crise à reconnaître comme un continuum temporel, inscrite dans des temporalités plus longues, tend à s'imposer (**Tableau 2**) : de fait, action comme inaction constituent, de manière inextricable, le terreau des crises à venir. Cette évolution paraît très positive et devrait sensiblement modifier le traitement des crises (Hobbs et al., 2012), notamment en rapprochant cycles de collecte de l'information, d'analyse, de planification et de mise en œuvre des actions (Barret et al., 2009). La tendance générale est à la diminution des actions curatives de court terme, souvent coûteuses, tardives et à l'impact limité au profit d'actions mettant la prévention et le renforcement des capacités des acteurs nationaux et locaux au premier plan (Club du Sahel, 2008). Par ailleurs, comme le souhaite l'Union européenne, de nombreuses actions d'urgence sont menées conjointement avec d'autres intervenants. On relève d'ailleurs, dans certains pays, la mise en place

Tableau 2. Typologie des réponses aux crises alimentaires — *Typology of responses to food crisis.*

Temporalités	Court terme	Moyen terme	Long terme
Action	Curative, ponctuelle	Réactive, protectrice	Proactive, anticipatrice
Objectif	Aide	Réduction des risques de catastrophe	Renforcement des capacités et de la résilience
Qualification	<i>Dependence</i> (1) <i>Livelihood provision</i> (2) <i>Relief</i> (3) <i>Reconciliation</i> (4) <i>Livelihood protection</i> (5) Urgence humanitaire (6) <i>Emergency relief</i> (7) <i>Provisioning</i> (8)	<i>Independence</i> (1) <i>Livelihood protection</i> (2) <i>Rehabilitation</i> (3) <i>Rehabilitation</i> (4) <i>Livelihood improving</i> (5) Réhabilitation (6) <i>Rehabilitation work</i> (7) Protection (8)	<i>Interdependence</i> (1) <i>Livelihood promotion</i> (2) <i>Development</i> (3) <i>Reconstruction</i> (4) <i>Transforming livelihood</i> (5) Développement durable (6) <i>Development assistance</i> (7) Promotion (8)
Champ agro-alimentaire	Distributions gratuites Ventes subventionnées <i>Food for work</i> <i>Cash for work</i>	Diversification culturelle Renforcement du stockage	Formation agricole Gestion des terroirs Sécurisation foncière
Champ socio-économique	Coupons alimentaires <i>Social cash transfer</i>	Crédit Contrôle des prix Diversification d'activités	Régulation des marchés Développement de chaînes de valeur
Champ bio-médical	Appui médical Récupération nutritionnelle	Programmes de suivi et d'appui nutritionnel	Éducation nutritionnelle Santé primaire

D'après — *according to*: (1) Matus, 2007 ; (2) Maxwell, 1999 ; (3) UE-CEDEAO, 2008 ; (4) Green, 2000 ; (5) Devereux, 2004 ; (6) Grünwald et al., 2001 ; (7) OECD, 1997 ; (8) Renzaho et al., 2010.

de *clusters* opérationnels, même si leur gouvernance pose de nombreuses questions et cristallise certaines concurrences (Maxwell et al., 2012a).

Ce qui frappe le lecteur reste, toutefois, le caractère redondant des réponses (**Tableau 2**) au-delà des mots (le terme de « résilience » remplaçant de plus en plus celui de « vulnérabilité à l'insécurité »). Ainsi le stockage, longtemps décrié, apanage des familles et des communautés villageoises (Cortes et al., 2012), redécouvert par les ONG *via* la promotion de banques de céréales dans les années 1990, serait désormais un must institutionnel (UEMOA, 2011). Mieux, ce couteux stockage multi-échelle devrait assurer une véritable action régulatrice, ce que ni les « classiques » stocks de sécurité (SNS), ni les « petits » stocks d'intervention (SI), utilisés à des fins plus politiques, n'ont jamais été en mesure de réaliser. Loin d'être un banal instrument technique (Araujo-Bonjean et al., 2010 ; Maître d'Hôtel et al., 2012), le stockage redeviendrait un outil de gouvernement des populations, à l'instar des souverains précoloniaux gardant « la main sur le grenier ».

En matière de « coordination » des actions, on est passé de dispositifs centralisés, portés par des institutions étatiques nationales ou sous-régionales (CILSS), opérant plutôt dans le domaine agricole, à des dispositifs plus ouverts et plus inclusifs, partiellement décentralisés, plus ou moins co-gérés, mettant aux prises un panel élargi d'acteurs. Cette évolution offre des perspectives prometteuses, à terme, mais leurs concertations sont plus longues et plus hasardeuses. Le personnel administratif doit ainsi composer avec des « acteurs sociaux intermédiaires » aux intérêts et aux registres d'expression moins « normés », même s'ils font l'objet d'une sélection préalable. Selon les pays et les périodes, des associations, des syndicats, des fédérations paysannes, mais surtout des ONG participent aux réunions de concertation et de cadrage (des politiques et des actions en termes de lutte contre l'insécurité alimentaire) et parviennent même, parfois, à peser sur les décisions (Loi d'orientation agricole au Mali et Loi d'orientation agro-sylvo-pastorale au Sénégal au cours de la décennie 2000). Au fur et à mesure que l'idée de structuration de la « société civile » s'impose comme un discours partagé – même si la réalité montre que ce processus ne doit pas être idéologisé, ni idéalisé – s'impose aussi la question de la « participation » (Pothukuchi, 2004). À l'échelle locale, ce phénomène est particulièrement visible (plans communaux de sécurité alimentaire au Mali, diagnostics participatifs réalisés par les ONG), même si la prise en compte de la « parole des enquêtés » relève parfois du populisme méthodologique, bien loin de la rigueur du « qualitatif » (Olivier de Sardan, 2008b). Cette nécessité à sans cesse rendre compte de ce qui est fait conduit aussi à accorder une plus grande

place – et plus de moyens – aux outils d'information (bulletins, *flyers*, site Internet) sans que leur contenu ne soit toujours très éclairant sur la nature des activités réellement déployées sur le terrain. Il sera beaucoup plus difficile d'impliquer, dans ces dispositifs de concertation, les réseaux marchands, éternels oubliés. Ils n'en n'ont – du fait de leur autonomie de gestion et des liens directs qu'ils entretiennent avec les gouvernants – ni le besoin, ni l'intention. Quant aux projets de coopération décentralisée (CILSS et al., 2006), ils ont du mal à se mettre en place du fait de la prégnance des frontières et du développement de l'insécurité géopolitique. Des marges de manœuvre importantes existent donc, à condition que les sociétés et les gouvernants investissent plus fortement ce champ dans un sens qui cadre mieux avec leurs intérêts stratégiques : moins en termes de « sécurité alimentaire » que « sécurisation alimentaire » (Dury et al., 2012).

6. CONCLUSIONS

Les représentations des crises alimentaires (africaines) ont singulièrement évolué depuis le début des années 2000. On peut d'abord y voir un « effet de contexte » lié au renforcement des risques multiformes dans certains contextes sahélo-soudaniens (le lien entre crise écologique, crise politique et crise alimentaire serait ainsi réactivé), à la globalisation systémique du risque (*via* la marchandisation des ressources et le processus de dérégulation des économies et des sociétés) et à l'élargissement progressif des intervenants (avec le rôle croissant des entreprises privées et des acteurs sociaux). On peut tout autant considérer qu'il s'agit d'un « effet de structure » induit par le renouvellement des cadres explicatifs, analytiques et interprétatifs des crises à visée opérationnelle. Le phénomène de non-concordance entre crise céréalière, crise agricole, crise pastorale, crise alimentaire et crise nutritionnelle en constitue également un des points clés (Maxwell et al., 2010).

En parallèle, l'amélioration progressive des dispositifs de monitoring des crises se poursuit. La plus visible est l'intégration des données spatialisées (SIG) traitant des différentes dimensions des crises alimentaires (agro-environnementale, socio-économique, nutritionnelle). Deux échelles de représentation cartographique sont privilégiées : locale ou régionale, pour la vulnérabilité des systèmes de vie (et leur éventuelle résilience), nationale ou sous-régionale, pour la hiérarchisation des situations alimentaires à risque. Un seuil d'efficacité semble néanmoins avoir été atteint par ces approches classificatoires normées conjoncturelles des crises alimentaires. En effet, de tels dispositifs suivis d'enquête restent couteux et peinent

à prendre en compte les temporalités longues des processus en œuvre (et leur réversibilité éventuelle) qui peuvent plus difficilement faire l'objet d'une mesure chiffrée.

D'une manière générale, les recherches comme les interventions se sont davantage focalisées sur l'amélioration des instruments de monitoring des crises alimentaires et nutritionnelles au détriment de leur réappropriation sociétale et politique, alors même que derrière l'apparente objectivation des instruments, la gestion d'une crise constitue un enjeu fondamental de pouvoir (en termes de ressources, de reproduction sociale ou de légitimation symbolique et politique). Qui plus est, dans les différents pays africains concernés, ces dispositifs constitués consacrent l'émergence d'une véritable ingénierie technocratique, à visée performative, partageant un ensemble de savoirs normés et d'outils codifiés et participant d'un décentrement sociétal et politique de la gestion des crises, même si ce point reste ambivalent. En effet, la décentralisation de la gestion technique des crises est contrebalancée par le maintien d'une centralisation de la décision politique. De fait, en dépit de ce perfectionnement incessant, ces systèmes experts peinent à anticiper et à réduire des crises toujours plus complexes et plus durables (UE-CEDEAO, 2008). Ne conviendrait-il pas, dès lors, de modifier la perspective ? Des analyses plus enracinées (à ne pas confondre avec les approches localisées), en termes d'économie politique, prennent ainsi tout leur sens, même si elles restent parfois difficiles à mettre en œuvre dans des systèmes de gouvernement encore parfois semi-autoritaires. Elles ont le mérite de permettre l'identification des lignes de fracture et des zones de friction (pas toujours déclarées comme telles entre acteurs, par exemple) susceptibles de renforcer les incertitudes. De manière plus concrète, on peut, par ailleurs, penser que la promotion de la co-gestion participative de ces dispositifs, par l'insertion d'acteurs sociaux intermédiaires, non-experts, est porteuse, à moyen terme, en termes de gouvernance. Elle aurait l'avantage de ne pas laisser aux seuls acteurs militants et associatifs la tâche de « politiser l'agenda de la faim » pour tenter de la (ré-) inscrire au cœur des préoccupations et des débats.

Bibliographie

- ACAPS, 2012. *Disaster needs analysis. Mali – March 2012*, <http://www.acaps.org/img/documents/disaster-needs-analysis-mali-dna-mali.pdf>, (30.07.15).
- Alpha A., Bricas N. & Fouilleux E., 2013. La difficile mise en œuvre d'une action publique intersectorielle en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en Afrique. *In : Séminaire sécurité alimentaire de MOISA, 20 juin 2013, Montpellier, France.*
- Araujo Bonjean C., Brunelin S. & Simonet C., 2010. *Prévenir les crises alimentaires au Sahel : des indicateurs basés sur les prix de marché. Document de travail 95*. Paris : AFD.
- Arditi C., Janin P. & Marie A., éd., 2011. *La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali. Réalités et faux semblants*. Paris : Karthala.
- Barrett C., Bell R., Lentz E.C. & Maxwell D., 2009. Market information and food insecurity response analysis. *Food Secur.*, **1**, 151-168.
- Braidotti G., 2007. Innovating responses to crisis: exploring the principle of non-action as a foresight tool. *J. Futures Stud.*, **12**(2), 53-68.
- Brockhaus M., Djoudi H. & Kambire H., 2012. Multi-level governance and adaptive capacity in West Africa. *Int. J. Commons*, **6**(2), 200-232.
- Brun T.A., 1975. Des famines climatiques aux famines économiques (évolution contemporaine des causes et des conséquences des famines). *Rev. Tiers Monde*, **16**(63), 609-630.
- Burg J., 2008. Measuring populations' vulnerabilities for famine and food security interventions: the case of Ethiopia's Chronic Vulnerability Index. *Disasters*, **32**(4), 609-630.
- Bush R., 1996. The politics of food and starvation. *Rev. Afr. Political Econ.*, **23**(68), 169-195.
- Chastanet M., 2008. Famines, subsistances et enjeux sociopolitiques dans les traditions historiques : exemples soninkés (Sénégal, Mauritanie, Mali). *In : Chastanet M. & Chrétien J.-P., éd. Entre la parole et l'écrit. Contributions à l'histoire de l'Afrique en hommage à Claude-Hélène Perrot*. Paris : Karthala, 77-97.
- CILSS-CSAO-FEWSNET-OCHA-PAM-RESIMAO-UNICEF, 2006. *Sécurité alimentaire et échanges transfrontaliers dans la zone de Kano-Katsina-Maradi, K²M*, <http://www.oecd.org/fr/csao/evenements/38490626.pdf>, (30/7/15).
- Club du Sahel/OCDE, 2008. *Nouveaux contextes et enjeux de sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest*, <http://www.oecd.org/fr/csao/publications/41281211.pdf>, (30/7/15).
- Cortes Pons G. & Gomez Carrasco I., 2012. *Première ligne de défense : évaluation du potentiel des stocks de proximité dans le Sahel*, http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/premiere_ligne_de_defense_evaluation_du_potentiel_des_stocks_de_proximite_dans_le_sahel.pdf, (30/7/15).
- CSAO-OCDE-CILSS, 2012. *Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest*, <http://www.oecd.org/fr/csao/publications/41281118.pdf>, (30/7/15).
- Darcy J. & Hofmann C.A., 2003. *According to need? Needs assessment and decision-making in the humanitarian sector*, www.odi.org.uk/resources/docs/285.pdf, (30/7/15).

- Dauvin P., 2006. Le traitement journalistique des crises au regard de la sociologie de la production de l'information. *In* : Le Pape M. et al. *Crises extrêmes. Vol. 3*. Paris : La Découverte, 57-71.
- Devereux S., 2004. *Food security issues in Ethiopia: comparisons and contrasts between lowlands and highlands areas*, <http://www.eldis.org/vfile/upload/1/document/0708/DOC15761.pdf>, (30/7/15).
- Dorward A. & Kydd J., 2004. The Malawi 2002 food crisis: the rural development challenge. *J. Mod. Afr. Stud.*, **42**(3), 343-361.
- Drèze J. & Sen A., éd., 1990. *The political economy of hunger: entitlement and well-being. Vol. 1*. Oxford, UK: Clarendon Press.
- Durand-Dastès F., 2001. Le temps, la géographie et ses modèles. *Bull. Soc. Géogr. Liège*, **40**, 5-13.
- Dury S. & Janin P., 2012. La sécurisation alimentaire en Afrique : enjeux, controverses et modalités. *Cah. Agric.*, **21**(5), 281-384.
- Elmekki A.G., 1999. Food crises: their roots in a country's political and developmental crisis. *In*: Suliman M., ed. *Ecology, politics and violent conflicts*. London: Zed Books, 228-256.
- Enten F., 2013. Le SAP éthiopien comme mode d'extraversion technique, interstitielle et totale de l'aide alimentaire. *In* : *Actes du colloque Lutter contre la faim en Afrique, 24-25 janvier 2013, LAM-CNRS/Université de Bordeaux, Bordeaux, France*.
- FAO, 2004. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2004. Suivi des progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et de la Déclaration du Millénaire*. Rome : FAO.
- FAO, 2010. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées*. Rome : FAO.
- FAO, 2011. *Stratégie de gestion des risques de catastrophe en Afrique de l'Ouest et au Sahel (FAO 2011-2013)*. Rome : FAO.
- FAO, 2012. *Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire : manuel technique version 2.0. Preuves et normes pour une meilleure prise de décision en sécurité alimentaire*. Rome : FAO.
- Fassin D., 2009. Les économies morales revisitées. *Annales HSS*, **6**, 1237-1266.
- Fine B., 1997. Entitlement failure? *Dev. Change*, **4**, 617-647.
- Gado Alpha B., 1993. *Une histoire des famines au Sahel. Étude des grandes crises alimentaires (XIX^e-XX^e siècle)*. Paris : L'Harmattan.
- Galtier F., 2012. Gérer l'instabilité des prix alimentaires. Des solutions différentes pour le Nord, pour le Sud et pour les marchés internationaux. *Rev. Tiers Monde*, **211**, 51-70.
- Green R.H., 2000. Rehabilitation: strategic, proactive, flexible, risky? *Disasters*, **24**(4), 343-362.
- Grünewald F. & Tessier L., 2001. Zones grises, crises durables, conflits oubliés : les défis humanitaires. *Rev. Int. Croix-Rouge*, **83**(842), 323-350.
- Hobbs C., Gordon M. & Bogart B., 2012. When business is not as usual: decision-making and the humanitarian response to the famine in South Central Somalia. *Global Food Secur.*, **1**, 50-56.
- Holt Gimenez E. & Shattuck A., 2011. Food crises, food regimes and food movements: rumblings of reform or tides of transformation? *J. Peasant Stud.*, **385**(1), 109-144.
- Howe P., 2010. Archetypes of famine and responses. *Disasters*, **34**(1), 30-54.
- Howe P. & Devereux S., 2004. Famine intensity and magnitude scales: a proposal for an instrumental definition of famine. *Disasters*, **28**(4), 353-372.
- Hugon P., 2000. L'économie de la famine, inefficience du marché, inéquité des droits ou risque systémique ? *Rev. Econ.*, **51**(3), 635-648.
- Janin P., 2008. Le soleil des indépendances (alimentaires) ou la mise en scène de la lutte contre la faim au Mali et au Sénégal. *Hérodote*, **131**, 92-117.
- Janin P., 2010a. L'insécurité alimentaire au Sahel : permanence du questionnement, renouvellement des approches. *Cah. Agric.*, **19**(3), 177-184.
- Janin P., coord., 2010b. *Surveiller et nourrir. Politique de la faim*. Paris : Karthala.
- Janin P., 2011a. Sécurité alimentaire et changement climatique : une lecture géopolitique des crises africaines et de leurs conséquences. *In* : Sellin C. & Gardelle L., dir. *Réguler la mondialisation. Les défis du nucléaire et du réchauffement climatique*. Brest, France : Centre de recherche bretonne et celtique, 93-107.
- Janin P., 2011b. Leçons d'une crise alimentaire annoncée. *In* : Arditi C., Janin P. & Marie A., éd., *La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali. Réalités et faux semblants*. Paris : Karthala, 41-68.
- Lagadec P., 2010. Crises « hors cadres » : oser un enseignement. *In* : Hirsch E. *Traité de bioéthique*. Paris : ERES, 469-485.
- Macrae J. & Zwi A., 1994. Famine, complex emergencies and international policy in Africa: an overview. *In*: Macrae J. & Zwi A., eds. *War and hunger, rethinking international responses to complex emergencies*. London: Zed Books and Save the Children Fund.
- Maître d'Hôtel É. et al., 2012. Les politiques de gestion de l'instabilité des prix agricoles. Leçons des expériences menées à Madagascar, au Mali et en Zambie. *Rev. Tiers Monde*, **211**, 71-89.
- Matus J., 2007. The future of food security in the three areas of Sudan. *Disasters*, **31**(s1), s91-s103.
- Maxwell D., 1999. Programs in chronically vulnerable areas: challenges and lessons learned. *Disasters*, **23**(4), 373-384.
- Maxwell D., Webb P., Coates J. & Wirth J., 2010. Fit for purpose? Rethinking food security responses in

- protracted humanitarian crises. *Food Policy*, **35**(2), 91-97.
- Maxwell D. & Parker J., 2012a. Coordination in food security crises: a stakeholder analysis of the challenges facing the global food security cluster. *Food Secur.*, **4**, 25-40.
- Maxwell D. & Fitzpatrick M., 2012b. The 2011 Somalia famine: context, causes, and complications. *Global Food Secur.*, **1**(1), 5-12.
- Maxwell D., Gelsdorf K., Haan N. & Dawe D., eds, 2012c. Special issue on the Somalia famine of 2011-2012. *Global Food Secur.*, **1**(1), 1-80.
- McMichael P., 2009. A food regime analysis of the "world food crisis". *Agric. Hum. Values*, **26**, 281-295.
- Michiels D. & Egg J. (avec les contributions de Blein R. & Delpeuch F.), 2007. *Les politiques de prévention et de gestion des crises alimentaires. Enseignements de la crise du Niger de 2005*. Paris : MAEE-DGCID.
- Michiels D., Egg J. & Blein R., 2012. La répétition des crises alimentaires et nutritionnelles au Niger : la rénovation urgente des politiques de sécurité alimentaire. *Cah. Agric.*, **21**, 302-310.
- Mourey A., 2004. *Manuel de nutrition pour l'intervention humanitaire*. Genève, Suisse : CICR.
- OECD, 1997. *DAC guidelines on conflict, peace and development co-operation*. Paris : OECD.
- Olivier De Sardan J.-P., éd., 2008a. *La crise alimentaire au Niger*. Paris : AFD.
- Olivier de Sardan J.-P., 2008b. *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Louvain-La-Neuve, Belgique : Academia-Bruylant.
- OXFAM, 2010. *La faim au Sahel : une urgence permanente ?*, <http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bn-faim-sahel-urgence-permanente-15122010-fr.pdf>, (30/7/15).
- OXFAM, 2013. *Quelles leçons tirées ? Un bilan de la réponse à la crise alimentaire 2012 au Sahel pour construire la résilience*, https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp168-learning-the-lessons-sahel-food-crisis-160413-fr_1.pdf, (30/7/15).
- Øygaard R., 2005. *Malawi's persistent food crisis*, <http://www.aae.wisc.edu/seminars/papers/2005%20Fall%20papers/DevEcon/oygard.12.08.pdf>, (30/7/15).
- Parrochia D., 2009. Une approche scientifique des crises est-elle possible ? In : Portal T. *Crises et facteur humain. Les nouvelles frontières mentales des crises*. Paris : De Boeck Supérieur, 189-196.
- Pingali P., Alinovi L. & Sutton J., 2005. Food security in complex emergencies: enhancing food system resilience. *Disasters*, **29**(s1), S5-S24.
- Pini G., 2006. *Drought impact assessment on food security: timing information for food crisis prevention*. Second MTP Training Course on Climate Change and Extreme Events, 7 July 2006, Ibmec CNR, Florence, Italy.
- Pothukuchi K., 2004. Community food assessment: a first step in planning for community food security. *J. Plann. Educ. Res.*, **23**, 356-377.
- Pündrich A.P. et al., 2009. Les dimensions des crises : analyse de deux études de cas sous les approches processuelle et événementielle. *Rev. Int. Intell. Econ.*, **1**, 213-235.
- Renzaho A.M.N. & Mellor D., 2010. Food security measurement in cultural pluralism: missing the point or conceptual misunderstanding? *Nutrition*, **26**(1), 1-9.
- Roshni M., 2007. *Famine in Malawi: causes and consequences, human development report 2007/2008*. UNDP.
- Rubin O., 2008. The Malawi 2002 famine – destitution, democracy and donors. *Nordic J. Afr. Stud.*, **17**(1), 47-65.
- Rubin O., 2009. The Niger famine: a collapse of entitlements and democratic responsiveness. *J. Asian Afr. Stud.*, **44**(1), 279-290.
- Sahley C., Groelsema B., Marchione T. & Nelson D., 2005. *The governance dimensions of food security in Malawi*. USAID.
- Simonsson L., 2005. *Vulnerability profile of Mali. Poverty and vulnerability programme*. Stockholm: Stockholm Environment Institute (SEI).
- Swinnen J., 2011. The right price of food. *Dev. Policy Rev.*, **29**(6), 667-688
- UE-CEDEAO, 2008. *La politique agricole régionale (ECOWAP) et l'offensive pour la production alimentaire et contre la faim. Séquence thématique prospective : quels instruments pour assurer l'accès à l'alimentation des populations vulnérables ?* Paris : CEDEAO.
- UEMOA, 2011. *Étude sur la mise en place d'un dispositif régional de renforcement et de coordination des stocks nationaux de sécurité alimentaire dans l'espace UEMOA*, http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/Etude_UEMOA-STOCKS_Rapport_Final.pdf, (30/7/15).
- Vanhaute E., 2011. From famine to food crisis: what history can teach us about local and global subsistence crises. *J. Peasant Stud.*, **38**(1), 47-65.
- Watts M.J., 1983. The political economy of climatic hazards: a village perspective on drought and peasant economy in a semi-arid region of West Africa. *Cah. Études Afr.*, **23**(89-90), 37-72.
- Watts M., 1991. Entitlements or empowerment? Famine and starvation in Africa. *Rev. Afr. Political Econ.*, **51**, 9-26.
- White P. & Cliffe L., 2000. Matching response to context in complex political emergencies: 'relief', 'development', 'peace-building' or something in-between? *Disasters*, **24**(4), 314-342.
- Zoundi Sibiri J., 2012. Agriculture vivrière : les Africains confrontés à des choix controversés de modèles agricoles. *Cah. Agric.*, **21**, 366-373.